

N° 3.

MARS

1903.

BULLETIN INTERNATIONAL  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES  
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOGIE.  
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER  
DER  
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN  
IN KRAKAU.

PHILOLOGISCHE KLASSE.  
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE  
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ  
1903.



L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1872 PAR  
S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :  
S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT: M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. STANISLAS SMOLKA.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) classe de philologie,

b) classe d'histoire et de philosophie,

c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

*Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international“ qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.*

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.

Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie  
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie  
M. Stanislas Smolka.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków, 1903. — Drukarnia Uniw. Jagiell. pod zarządkiem Józefa Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

I. CLASSE DE PHILOGOLOGIE.  
II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

---

N° 3.

Mars

1903.

---

**Sommaire.** Séances du 9 et 16 Mars.

Résumés. 6. Compte rendu de la séance du 26 Février 1903 de la Commission de l'histoire de l'art

7. Compte rendu de la séance de la Commission historique, du 24 Janvier 1903.

8. AD. KĘTRZYŃSKI. L'introduction en Pologne de l'Ordre teutonique par Conrad, duc de Mazovie.

---

SÉANCES

I. CLASSE DE PHILOGOLOGIE.

SÉANCE DU 9 MARS 1903.

PRÉSIDENTE DE M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les dernières publications de la Classe :

K. HECK. Szymon Szymonowicz (Simon Simonides). Jego żywot i dzieła. Część druga i trzecia. Str. 376. (*Simon Simonides. Sa vie et ses oeuvres. II et III partie*). p. 376.

M. J. Łoś présente son travail: „*Deux bréviaires polonais du XVI siècle*“.

M. J. TRETIAK présente son travail: „*Jules Słowacki. II partie (1840—1842)*“.

Le Secrétaire rend compte de la séance de la Commission de l'histoire de l'art du 26 Février 1903.

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 16 MARS 1903

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL.

M. AD. KĘTRZYŃSKI présente son travail: *L'introduction en Pologne  
de l'Ordre teutonique par Conrad, duc de Mazovie.*

---

---



## Résumés

6. Posiedzenie Komisji historyi sztuki z dnia 26 lutego 1903. (*Compte rendu de la séance du 26 février 1903, de la Commission de l'histoire de l'art.*)

M. le comte Georges Mycielski donne lecture du résumé de son travail: „Inventaire artistique du château de Wiśnicz, en 1661“. Ce catalogue a été dressé d'après un manuscrit inédit de la bibliothèque de Sucha, contenant „le Registre des objets laissés par le palatin de Cracovie après la fuite des Suédois“. Ce palatin était Alexandre Lubomirski, frère aîné de Georges, grand maréchal de la couronne, marié à Thècle Thérèse Ossolinska, fille du chancelier. Un véritable trésor d'oeuvres d'art, de bijoux, d'argenterie remplissait au XVII-e siècle la magnifique résidence de Wiśnicz. En premier lieu c'était la riche galerie de tableaux rassemblée par Stanislas Lubomirski, par son beau-père, Georges Ossoliński, par sa femme, et par le palatin lui-même. Dans le registre le sujet de chaque tableau est expliqué et le plus souvent on en nomme l'auteur. En tête de cette splendide collection se placent „l'Ange et Tobie“ de Raphaël, et une „Madone avec l'Enfant Jésus“ d'Albert Dürer: ces deux oeuvres n'ont jamais jusqu'ici été signalées. Parmi les maîtres italiens de la collection de Wiśnicz on voit: Titien, Véronèse, Bassano, Guido Reni, Guercin, le Dominiquin, l'Albane, Schido, Bernard Strozzi; la plupart de ces ouvrages avaient été sans doute achetés chez les artistes eux-mêmes, entre 1620 et 1650. L'école espagnole y figure par quelques toiles de Ribera. Les Flamands et les Hollandais y sont plus nombreux même que les Italiens, et sont représen-

tés dans tous les genres: paysages, tableaux de genre et de batailles, chasses, natures mortes, etc. Les deux seuls auteurs cités sont Paul Bril et Daniel Seghers. La liste des portraits nous donne une idée des rapports que la famille Lubomirski avait avec l'étranger; rois, princes du sang, grands seigneurs et grandes dames de Pologne, d'Allemagne, de France, de Flandre, de Venise, de Florence, de Mantoue y alternent avec les portraits des princes Lubomirski, peints à Venise par Nicolas Renieri, et à Dantzig par Daniel Schulz. Après le catalogue de cette galerie, la plus belle qu'il y eût alors en Pologne, vient celui d'une multitude d'autres objets précieux: ce sont d'abord d'innombrables tentures, tapis et tentes de velours, de damas, de cuir de Cordoue; ensuite des tables et cassettes en pietra dura, en ébène, en bois des îles, en écaille, en ambre; des glaces de Venise, des pendules, des figurines en ambre, en argent, en ivoire; des sièges et des canapés sculptés, des reliquaires, des jeux de salon; quantité d'ustensiles d'or et d'argent; toute une toilette de dame; toute une série de vases et ornements de culte; des cristaux ciselés, des rosaires, des tentes de guerre, des harnais ruisselants de dorures et de pierreries, des selles allemandes et cosaques, des housses, des étendards, des mousquets incrustés, des carrosses; enfin des diamants, des perles, des rubis à profusion, à rivaliser avec un écrin royal. Cet inventaire fort long est un document historique de haute valeur; il témoigne non seulement des richesses de la famille Lubomirski au XVII-e siècle, mais encore de son goût artistique; de plus il nous permet de parcourir en pensée les vastes salles du manoir de Wiśnicz, alors si somptueuses et aujourd'hui si délabrées.

M. Zubrzycki communique la seconde partie de sa monographie de Krosno. L'église des cordeliers, contient plusieurs beaux monuments. Ce sont les cénotaphes d'Hedvige Firlej, des Jendrzejowski, et surtout celui de l'hetman Kamienniecki, dû au ciseau de Padovano. Dans la chapelle des Oświęcim où l'on pénètre par un portail d'un fort joli dessin, on remarque quelques beaux stucs et deux portraits, ceux de Stanislas et d'Anne Oświęcim, oeuvres d'un artiste de talent. Les peintures de la porte de la sacristie, quelques détails des vantaux et de la grille de la chapelle des Oświęcim sont des travaux de serrurerie fort remarquables. M. Zubrzycki soumet ensuite à la Commission un plan général, ainsi que des vues détachées, prises de différents côtés, du manoir en ruines d'Odrzykoń. Ce château avait une chapelle, dont la porte en ogive subsiste en-



core aujourd'hui. Les montants en pierre des fenêtres accusent l'influence de l'école cracovienne.

Dans la discussion qui s'élève à ce propos, M. Mycielski fait observer que Stanislas Oświęcim parle dans son journal de la construction de la chapelle par un architecte italien, mais ne fait aucune mention des portraits de famille. Les portraits de Stanislas et d'Anne Oświęcim sont dus, pense M. Mycielski, au pinceau de Jean Tricius qui, avec les subsides des Firlej, voisins d'Odrzykoń, avait fait en Flandre des études artistiques.

M. Tomkowicz prétend que les stucs de la chapelle des Oświęcim ont été exécutés, comme ceux de l'église des Camaldules de Bielany, dont ils ne sont d'ailleurs qu'une variante, par Succatori.

M. Tomkowicz présente une vue de l'église et du couvent de la Skalka, inconnue jusqu'ici. C'est une vignette sur bois ornant la page titulaire d'un imprimé de 1672, relatant une dispute de jure et justitia qui avait eu lieu dans l'enceinte du monastère. Cette vignette représente une église gothique assez grande qui, à une seule nef, au XIV-e siècle, s'augmenta de deux nefs de bas-côté au XV-e. Près de l'église se trouvait un vaste bâtiment y communiquant par une galerie, le tout entouré d'une enceinte fortifiée. Les tryptiques de Plawno et de Wieniawa, ainsi qu'une gravure du „Przyjaciół ludu“ (l'Ami du peuple) de 1838, nous représentent l'église sous ce même aspect gothique. Vers 1643, avec les fonds légués par Elisabeth Bogusz, on institua au monastère une école de théologie où se tenaient les disputes dont nous venons de parler. Dans la seconde moitié du XVII-e siècle fut construit le couvent, édifice flanqué de tours à ses quatre coins que la vignette en question reproduit pour la première fois.

M. Cercha parle d'un dessin de Wojczynski, représentant le cénotaphe des Orlik, par Canavesi, et se trouvant autrefois à l'église des dominicains de Cracovie.

Le président donne enfin lecture d'une communication de M. Louis Namenyi de Budapest, au sujet de Mediczky, peintre polonais inconnu, au service de Rakoczy.



7. Posiedzenie Komisji historycznej z dnia 24 stycznia 1903 r. pod przewodnictwem J. E. M. Bobrzyńskiego. (*Séance de la Commission d'Histoire, le 24 janvier 1903, sous la présidence de S. Exc. M. Bobrzyński.*)

M. Abraham rend compte des travaux de la mission romaine, d'octobre 1901 à la fin de janvier 1903.

En 1901/2, M. Stanislas Zakrzewski a continué les recherches dans les archives du Vatican sur l'époque du moyen-âge. Il a examiné 25 volumes des registres d'Eugène IV (tom. 408 à 433, jusqu'en 1447) 136 volumes d'actes de la trésorerie du XIV-e siècle, faisant partie des Rationes Collectorum et Introitus et exitus camerae Ap. Il a de plus collationné 482 actes des Monumenta Poloniae de Theiner T. I. jusqu'au commencement de 1335, en vue de l'édition projetée des Monumenta Vaticana Poloniae. Actuellement, depuis novembre 1902, M. Ladislas Semkowicz, étudie les registres des suppliques d'Eugène IV. On s'attache surtout à mettre à profit à la Vaticane des collections nouvellement mises en ordre (comme par exemple le Museo Borgiano) ainsi que tous les formulaires médiévaux. Ces travaux ont porté les fruits les plus abondants; M. Semkowicz a dressé la liste de tous ces formulaires d'après l'inventaire de la bibliothèque.

M. Abraham dans ses deux séjours à Rome, en janvier 1902 et 1903, s'est efforcé de compléter le recueil des matériaux du moyen âge en compulsant les manuscrits détachés des archives; il a aussi parcouru les documents de la fin du XV-e et du commencement du XVI-e siècle, afin de tracer un plan aux futures recherches. Il a feuilleté 36 volumes de registres de cette époque, ainsi que 53 manuscrits tirés de divers recueils. Partout il a trouvé des matériaux concernant la Pologne. A signaler surtout un manuscrit anonyme renfermant les registres des vicaires des observants franciscains de 1464 à 1468, le seul fragment de ces registres connu, jusqu'ici complètement ignoré et contenant des documents fort importants pour l'histoire de cet Ordre en Pologne et en Ruthénie. Tout aussi importants et non moins ignorés sont les Addimenta aux actes de la nonciature, composés des annexes (mémoires, lettres) aux rapports des nonces. Dans le premier volume de la série Polonia, on voit toute une suite de copies d'actes



du XIII-e s. sur la Pologne et la Prusse; dans le second, une liasse de copies de lettres écrites de Pologne et de Hongrie par Possevino, avec une foule de correspondances à lui adressées par diverses personnes, de 1581 à 1610, en même temps que des rapports et des lettres sur les affaires polono-russes de 1582 à 1583. Dans le troisième volume se trouvent des pièces de 1608 à 1649, toutefois des actes de 1573 se sont égarés dans ce registre.

M. Abraham a en outre étendu ses recherches aux archives de l'Ordre des dominicains. Ces archives renferment des actes ayant trait aux temps modernes, à partir du XVI-e s. La récolte a été des plus riches en ce qui concerne l'histoire des dominicains en Pologne, en Lithuanie et en Ruthénie. Nombre de volumes et de fascicules renferment des actes concernant nos provinces, entre autre le manuscrit du journal de voyage de Damiano a Fonseca, commissaire général de l'Ordre, qui visita les monastères polonais de 1618 à 1620. Les registres des généraux de l'Ordre contiennent des matériaux inédits jusqu'ici et de la plus haute valeur pour les annales des dominicains au moyen-âge. Le premier volume de ces registres (copie) comprend les années 1386 à 1396; à partir de 1469 (Tome II) commencent les actes originaux. Ces registres jusqu'à la fin du XV-e siècle forment 13 volumes, et abondent en passages concernant la Pologne, sous le titre: *Provincia Poloniae*.

M. V. Zakrzewski présente ensuite le plan de l'édition des journaux des diètes pendant les premières années du règne de Sigismond III, plan transmis par M. Eugène Barwinski de Léopol, qui, tout en donnant la liste des journaux à lui connus, rend compte de ses recherches en vue de les compléter et se dit en mesure de publier les journaux de 1597, réunis en entier et en deux rédactions, l'une fort étendue, en polonais, l'autre abrégée, en latin. Les journaux antérieurs n'ont encore pu être recueillis au complet, et leur publication ne pourra être effectuée que plus tard. Dans la discussion qui surgit à ce propos, M. St. Ptaszycki de S. Pétersbourg déclare qu'il possède une copie du journal de la diète de 1588, et qu'il le mettra volontiers à la disposition de la commission d'édition. Sur la proposition de M. Zakrzewski, directeur de la commission, on décide que ces journaux seront publiés dans les *Script. rer. Polon.*; et que le journal de 1597 sera incessamment mis sous presse. M. Barwinski est invité à préparer pour l'impression les journaux de 1588 et 1589.

La fin de la séance est occupée par le vote du budget de 1903 et l'élection de nouveaux membres. Les choix de la Commission seront soumis à l'approbation de la Section d'histoire et de philosophie.

---

8. Dr. W. KĘTRZYŃSKI. **O powołaniu Krzyżaków przez ks. Konrada.**  
*(Die Berufung des deutschen Ordens durch Herzog Konrad von Masovien).*

Schon Perlbach hat in seinen preußisch-polnischen Studien den Erweis erbracht, daß die Kruschwitzer Urkunde, welche die Abtretung des Kulmerlandes und Preußens an den Orden von Seite des Herzogs Konrad von Masovien enthält, eine Fälschung der Kreuzritter gewesen ist, was sehr wohl zu dem Schlusse berechtigt, daß dieselbe nicht nötig gewesen wäre, wenn Konrad eine unbedingte Schenkung gemacht hätte, — daß dieselbe daher nur eine bedingte gewesen sein könne.

Wenn wir ferner berücksichtigen, daß diese und andere um 1230 entstandene Fälschungen die Preußennot als Grund der Berufung des Ordens angeben, so kann man wohl gerechte Zweifel hegen, ob nicht auch hier diese Angaben im Widerspruch mit der Geschichte stehen. Wer Klarheit in die Sache bringen will, muß daher von Dusburg und allen späteren Schriftstellern des Ordens absehen, deren Darstellung vor allem die Reinigung des Ordens von allen möglichen Vorwürfen zum Zweck hat und sich auf die gleichzeitigen Urkunden und Bullen stützt, welche, so weit sie echt sind, authentisches Material enthalten.

### I. Die Kreuzritter im Burzenlande.

Um die Tätigkeit des Ordens und seine Politik in den polnisch-preußischen Landesteilen nach seiner Berufung begreifen zu lernen, ist es durchaus notwendig, sein Verhältnis zu Ungarn während seines Aufenthaltes im Burzenlande zu prüfen, denn hier hatte er, wie Ewald sich ausdrückt, schon gezeigt, was er in größerem Wirkungskreise später in Preußen vermochte.

Ungarn hatte seit des heiligen Stephans Zeiten viel von den Kumanen zu leiden; um sich Ruhe vor ihnen zu verschaffen, trat König Andreas in Verhandlung mit dem Hochmeister Hermann von



Salza, welcher Hilfe zusagte und auch schickte. Im Jahre 1211 überwies Andreas den Ordensrittern das Burzenland, dessen Grenzen sein Privileg genau beschreibt. Ihre Aufgabe war, „ut regnum per conversationem eorum propagatum dilatetur“; das Burzenland war ihnen „ad custodiendum confinium“ übergeben worden. Von territorialer Unabhängigkeit war nicht die Rede.

1222 stellte ihnen Andreas ein neues Privileg aus, in welchem er ihre früheren Rechte nicht nur bestätigt, sondern dieselben vielfach zu ihren Gunsten ändert; zugleich schenkt er ihnen die Kruceburg und ein nicht unbedeutendes Territorium bis zur Donau. Diese Verschreibung spricht von Zwistigkeiten, welche zwischen dem Könige und dem Orden ausgebrochen waren; der König bekennt seine Schuld ein und bemüht sich, die Ritter dafür schadlos zu halten.

Dessenungeachtet erfahren wir, daß König Andreas 1225 den Orden mit Gewalt aus seinem Reiche vertrieben hat.

Die Ursache dieser überraschenden Tat war keineswegs, wie vielfach behauptet wird, Neid darüber, daß der Orden ein verwüstetes Land in ein blühendes verwandelt habe, was doch im Verlauf von 14 Jahren kaum möglich war; da das Burzenland ungarisches Gebiet war und auch bleiben sollte, so kann überhaupt nicht von Neid die Rede sein. Eine Erklärung der Tatsachen kann nur in dem Verhalten des Ordens dem Könige gegenüber gefunden werden.

Darüber lassen die Klagen des Königs gar keinen Zweifel übrig: der Orden habe sich mehr Land angeeignet, als er ihm gegeben habe; er habe gedroht, dasselbe mit bewaffneter Hand zu verteidigen; er wolle lieber untergehen, als dasselbe dem Könige ausliefern; er sei gegen die Leute des Königs feindlich aufgetreten und habe auch die Bestimmungen in Betreff der Münze nicht eingehalten.

Wenn aber der Orden sich fremde Ländereien und ihm nicht gebührende Rechte angemäßt hatte, dann mußte es auch falsche Urkunden geben, die jene Ungesetzlichkeiten zu legalisieren versuchten. Eine solche Fälschung ist das Privileg des Königs Andreas mit angeblich goldener Bulle aus dem Jahre 1222. Dafür spricht nicht nur der Inhalt, welcher die beiden königlichen Urkunden von 1211 und 1212 zusammenschmiedet und alle möglichen Bestimmungen derselben zu Gunsten des Ordens ändert, überdies

ganz neue Freiheiten und Gnadenbezeugungen, darunter auch die Schenkung der Kruceburg und einer Landstrecke bis zur Donau, so wie neue Bestimmungen über die Münze, worüber der König selbst so bitter klagt, aufweist, sondern auch noch folgender Umstand, der von nicht geringer Bedeutung ist. Im Jahre 1231, als der Orden schon längst Ungarn verlassen hatte und Papst Gregor sich vergeblich bei Andreas für dessen Wiedereinsetzung verwandte, schickte dieser, um den König an die dem Orden gegebenen Versprechen zu erinnern, demselben die Abschriften der dem Orden ausgestellten Privilegien: „*Ne super privilegiis, quae dilectis filiis ... magistro et fratribus domus hospitalis s. Mariae Teutonicorum Jerosolimitani de terra Borze concessit regia Celsitudo, valeat dubitationis scrupulus suboriri, ipsa inspici fecimus diligenter eorumque tenorem de verbo ad verbum praesentibus annotatum sub bulla nostra tibi duximus destinandum*“.

Diese Abschriften enthalten nur die Urkunden von 1211 und 1212, die allerwichtigste von 1222 fehlt; der Orden legte dieselbe dem Papste nicht vor, um nicht dem Könige Beweise für seine eigene Schuld in die Hände zu liefern, obgleich er dieselbe seiner Zeit sich hatte vom Papste bestätigen lassen.

Der Vergleich der echten Urkunden mit der Fälschung läßt zugleich auch die Absichten und Pläne erkennen, welche der Orden hegte.

Die Kruceburg, welche der Orden sich auf königlichem Territorium erbaut hatte, ist nicht Nyén al. Kreutzburg im Osten des Burzenlandes, sondern Törzburg, das den wichtigen, zur Donau führenden Törzburger Paß beherrscht und noch heute auf rumänisch „La crucia“ heißt; die im gefälschten Privileg angeführte westliche Grenze umschließt einen kleinen Teil ungarischen Gebietes mit der Kruceburg und zieht sich dann südlich bis zur Donau.

Es unterliegt keinem Zweifel, daß der Orden ins Burzenland mit der Absicht kam, sich dort eine unabhängige Stellung zu erwerben. Um dies zu erreichen, schlug er zwei Wege ein; er bevölkerte vor allem das verwüstete Land mit deutschen Kolonisten, schloß die königlichen Untertanen von der Kolonisation aus und baute den Intentionen des Königs entgegen gemauerte Burgen und Städte, die für jene Zeit als starke Festungen galten.



Da der Orden allerseits von Ungarn eingeschlossen war, so sollte die auf königlichem Gebiete erbaute Kruceburg und der von derselben beherrschte Törzburger Paß ihm die Verbindung mit der Donau und dadurch mit dem Auslande öffnen, eine Verbindung, welche von Ungarn unabhängig war.

Die Erbauung der Kruceburg hatte Anlaß zu Mißverständnissen gegeben, welche jedoch gütlich beigelegt wurden, wobei, wie es scheint, alles beim alten blieb. Dies ermutigte den Orden zu weiteren Schritten, indem er darauf rechnete, daß Andreas einem fait accompli gegenüber gute Miene zum bösen Spiele machen werde.

Vor allen Dingen ließen sie sich das gefälschte Privileg von 1222 vom Papste bestätigen. Als sie dies erlangt hatten, begannen sie den Kampf gegen den Bischof von Siebenbürgen, zu dessen Diözese das Burzenland gehörte und der sich seine Rechte über dasselbe zum Teil wenigstens gewahrt hatte, indem sie unter Berufung auf ihre Privilegien den Papst bewogen, das Burzenland der Gewalt des siebenbürgischen Bischofs zu entziehen.

Zwei Jahre später taten sie einen entscheidenden Schritt, der sie von der ungarischen Oberherrschaft befreien sollte, indem sie den Papst ersuchten, das Burzenland als Eigentum des päpstlichen Stuhles anzunehmen, wofür sie ihm jährlich zwei Mark Gold zu zahlen versprachen. Der Papst ging darauf ein und da er sicherlich über das Verhältnis des Ordens zu Ungarn ungenau berichtet war, wandte er sich an die ungarischen Bischöfe und teilte ihnen diesen seinen Beschluß mit. Die Bischöfe vermittelten diese Nachricht dem Könige, der nun Ernst machte und vor allem die Herausgabe der angemessenen Ländereien verlangte. Als der Orden sich nicht nachgiebig zeigte und gegen ihn feindliche Schritte unternahm, sammelte der König seine Ritter, fiel ins Burzenland ein, nahm Kruceburg mit Sturm und fügte dem Orden und dessen Leuten vielen Schaden zu. Als der Orden nun vom Könige Genugthuung verlangte, forderte derselbe kurz die Rückgabe seiner ursprünglichen Schenkung, die Rückgabe des Burzenlandes. Dies ereignete sich wohl im Anfange des Jahres 1226. Der Papst bot seine Vermittlung an und ernannte sogar eine Kommission, welche die Streitigkeiten schlichten sollte; doch war dies alles vergeblich; das Schicksal des Ordens in Siebenbürgen war bereits entschieden. Am 27. Oktober 1225 hatte der Papst bereits die Nachricht erhalten, daß der Orden aus dem Burzenlande vertrieben worden war.

Wenn wir auf das, was hier kurz berichtet worden, Rücksicht nehmen, wird uns wohl der Ausspruch des königlichen Gesandten am päpstlichen Hofe verständlich werden, wonach die Kreuzritter dem Könige gegenüber waren „tamquam ignis in sinu, mus in pera et serpens in gremio, qui hospites suos male remunerant“.

## II. Die Kreuzritter und Polen.

Da es sich bei der Berufung des deutschen Ordens um das Kulmerland und Preußen handelte, so bespricht der Verfasser einleitend beide Gebiete.

a) Das Kulmerland war von jeher ein polnisches Gebiet, das stets unter polnischer Herrschaft gestanden; Beweis dafür ist das gewiß ganz glaubwürdige Zeugnis der Ordensritter aus dem Jahre 1234; es blieb auch polnisch die Ordenszeit hindurch, wofür wir ein sehr gewichtiges Zeugnis aus dem Jahre 1464 besitzen. Die einzige Nachricht, welche etwas anderes zu besagen scheint, die „castellaniae ecclesiae Plocensis“, beruht auf einem Mißverständnis, das durch falsche Interpunktion hervorgerufen wurde.

b) Preußen und Bischof Christian. Preußen hatte es bis zum XIII. Jahrhundert zu keiner staatlichen Entwicklung gebracht; es gab keine wie auch immer geartete Gewalt, welche das Ganze zusammengehalten hätte; auch die Landschaften an sich waren keine politische Einheiten. In jeder Landschaft waren soviel „reguli“ als Herren. Trefflich charakterisiert diese Verhältnisse der polnische Chronist des XII. Jahrhunderts, indem er sagt, sie lebten „sine rege et lege“. Streitigkeiten und Kriege waren, wie Wulfstan berichtet, bei ihnen an der Tagesordnung.

Dieser Mangel jeglicher politischer Gestaltung war aber dem Auslande gegenüber eine Stärke von nicht geringer Bedeutung. Wenn Kriege geführt wurden, konnten dieselben nicht anders zum Austrage gebracht werden, als daß man jeden Preußen einzeln bekämpfte, wenn er sich überhaupt zum Kampfe stellte und es nicht vorzog, in den Wäldern und Sümpfen des Landes Zuflucht zu suchen. Selten sind wohl Vereinigungen zur Abwehr geschlossen worden, wie das erst später zur Ordenszeit der Fall war. Diese politische Zersplitterung erschwerte auch die Aufgabe des Ordens, der, um der Preußen Herr zu werden, mehr als ein halbes Jahrhundert kämpfen mußte, obwohl die Eroberung sein Ziel und seine



Organisation eine militärische gewesen. Von Angriffskriegen, die von Preußen ausgingen, kann beim Fehlen jeglicher staatlicher Organisation nicht die Rede sein. Die Preußen konnten nur Raubzüge unternehmen; um dies zu verhindern, pflegten die Polen Geiseln von ihren unruhigen Nachbarn zu nehmen. Die Preußen konnten wohl lästig, aber nie gefährlich werden.

Im Anfange des XIII. Jahrhunderts war die Lage der Preußen keine besonders gute; sie hatten die Löbau, Sassen und Galindien bereits an die Polen verloren, wenngleich mit einer Kolonisation erst in der Löbau der Anfang gemacht worden war.

Für die Bekehrung Preußens war bis zum XIII. Jahrhundert fast gar nichts geschehen; die Mission des h. Adalbert mißglückte gleich in ihrem Anfange; der h. Bruno fand seinen Tod bei den Sudauern. Die Bekehrungsreise des Bischofs von Olmütz im Jahre 1141 verlief resultatlos. Ebenso erfolglos waren die Kriege der Polen, da das Schwert ein schlechter Apostel ist.

Die ersten erfolgreichen Unternehmungen gingen von den großpolnischen Zisterzienserklöstern, besonders von Łekno, aus; hervorzuheben ist besonders die Tätigkeit des Abtes Gottfried und seines Nachfolgers Christian.

Wenn wir die Nachrichten über die Anfänge der Mission kritisch prüfen, so kommen wir zu dem Resultate, daß sie von der unteren Weichsel und Nogat ausging; zwischen Weichsel und Nogat liegt auch Lansania, wo der spätere Bischof Christian auf den ihm von Warpoda geschenkten Ländereien seine Residenz in Zantir aufschlug, von der dann jener Landstrich den Namen der Insel Zantir erhielt.

Einen ungewöhnlichen Aufschwung nahm die Mission unter Gottfrieds Nachfolger Christian, der um 1215 von Innozenz III. zum Bischofe von Preußen ernannt wurde. Von nun an hegt der päpstliche Stuhl ein lebhaftes Interesse für Christian und Preußen, wie das die päpstlichen Bullen bezeugen, welche für uns eine sehr gewichtige Geschichtsquelle sind. Christian wurde mit vielen Prärogativen und Vorrechten ausgestattet; um seine Stellung zu erleichtern, wandte sich der Papst an die polnischen Herzöge mit der Bitte, ihm ein Dorf zum Unterhalte anzuweisen, infolge dessen 1216 Wladislaus Odoniz ihm das Dorf Cekowice und Herzog Konrad um 1218 einige nicht näher bekannte Güter schenkte.

Um die Bekehrung Preußens zu beschleunigen, regten die

Päpste auch Kreuzzüge nach Preußen an, welche schon mit dem Jahre 1218 begannen.

Seit 1221 nehmen auch polnische Herzöge an diesen Kreuzzügen teil und schenken der Mission und Bischof Christian größere Aufmerksamkeit, die sich durch reichliche Verleihung von Gütern an denselben kundgibt.

Eine große Schenkung wurde demselben 1222 in Lowicz (nicht Loniz) zu teil, wo die *crucesignati* Herzog Heinrich von Schlesien und die Bischöfe von Breslau und Lebus mit den anderen polnischen Herzögen und Bischöfen zusammentrafen. Die einzig sichere Quelle für diese Schenkung ist die Bulle des Papstes Honorius III. vom Jahre 1223, da die sogenannte Lowiczer Urkunde aus dem Jahre 1222 eine Fälschung des deutschen Ordens ist. Auch in den folgenden Jahren 1223 und 1224 erfolgen reiche Spenden für Christian. Der größte Teil der geschenkten Ortschaften lag in Polen und nur die von Konrad und Gedco, Bischof von Plock, in Lowicz geschenkten Burgen und Dörfer sind im Kulmerland zu suchen. Worin liegt nun der Grund, daß die polnischen Herzöge, Bischöfe und Herren ein so lebhaftes Interesse für Christian an den Tag legen?

Die Bekehrung Preußens hatte inzwischen bedeutende Fortschritte gemacht und von Lansania ausgehend bereits die polnische Grenze erreicht. Die Nordgrenze des Bistums Preußen lief von der Weichselmündung bis über den Elbing hinaus und vom Drausensee südlich bis zu den Quellen der Ossa. Als der Orden nach Preußen kam, war daselbst nur noch das Gebiet von Resin (bei Riesenburg, Riesenwalde, Riesenkirche) heidnisch. Das preußische Bistum umfaßte demnach ein nicht geringes Gebiet. Da dasselbe von einem polnischen Untertan begründet war, so stand es *eo ipso* unter der Obhut des Gnesener Erzbistums und da Preußen ein Land ohne König und Fürst, eine *res nullius* war, so lag es in der Natur der Sache, daß die polnischen Herzöge die bekehrten Landesteile als zu ihrem Reiche gehörig betrachteten, wie man dies aus der päpstlichen Bulle von 1212 folgern darf und daß demnach Christian in ihren Augen ein polnischer Bischof war. In dieser Beziehung muß es damals zwischen Christian und Konrad zu einem Einverständnis gekommen sein und die Güter, die ihm zugewiesen wurden, waren die Ausstattung für ihn als polnischen Bischof von Preußen.

Nur diese Auffassung der Dinge erlaubt es, die nachfolgenden Ereignisse logisch zu erklären.

Es unterliegt jedoch keinem Zweifel, daß Christian nur scheinbar auf Konrads Pläne und Gedanken einging, um diese für sich auszunützen; er selbst träumte von einer Stellung in Preußen, die der des livländischen Bischofs gleichkäme und hoffte im weiteren Verlauf der Dinge auch den deutschen Orden unter seine Gewalt zu bringen. Diese Haltung Christians war für Konrads Pläne von keiner günstigen Bedeutung.

c) Die Berufung des deutschen Ordens und der Ritter Christi. Die Ordenslegende besagt, daß Konrad, bedrängt von den Preußen, die Hilfe des deutschen Ordens gegen dieselben nachgesucht habe. Dieselbe hat ihren Ursprung in der gefälschten Kruschwitzer Urkunde und in dem diese Urkunde bestätigenden Konsens des Herzogs Kasimir, welcher ebenfalls vom Orden unterschoben wurde. Die gleichzeitigen Quellen, besonders die päpstlichen Bullen, die ja doch auf Berichten des Bischofs Christian beruhten, wissen gar nichts davon.

Bis zum Jahre 1217, in dem er ermordet wurde, hatte der Palatin Christian strenge Ordnung gehalten und sogar die umwohnenden Heiden zinspflichtig gemacht.

Von 1217 ab, da die päpstlichen Bullen reicher fließen, erfahren wir stets nur, daß die heidnischen Preußen ihre bekehrten Brüder heimsuchen; von Einfällen in Polen ist niemals die Rede; ja, im Jahre 1227 wurden die polnischen Herzöge beschuldigt, in geheimem Einverständnisse mit den Preußen zu stehen.

Die erste Klage über Verwüstung Masoviens kommt 1228 in der gefälschten Urkunde des Bischofs Gunther von Plock vor; damals aber waren die Kreuzritter bereits seit zwei Jahren in Polen. Die Einfälle der Preußen können also nicht der Grund der Berufung des deutschen Ordens gewesen sein.

Aber auch die Verhältnisse in der Diözese Preußen können nicht so schlimm gewesen sein, wie sie Christian aus leicht begreiflichen Ursachen dem Papste manchmal vorstellen mochte; darauf weisen seine häufigen Reisen hin, die er öfters im Auftrage der römischen Kurie unternahm, welche seine Entfernung nicht gefordert haben würde, wenn der Mission dadurch irgend welcher Schaden erwachsen wäre.

Auch die Kreuzzüge, welche gegen die Preußen unternommen



wurden, hatten nur den Schutz der Neubekehrten, nicht aber den der Polen zum Zweck.

Aus alledem folgt, daß nicht die Einfälle der Preußen Konrad bewogen haben, den deutschen Orden zu berufen.

Wir erwähnten schon, daß alles darauf hinweist, daß man polnischerseits Christian als polnischen Bischof und seine Diözese als zu Polen gehörig betrachtete und daß dieser Auffassung Christian keineswegs entgegengetreten ist. Es hatte also Konrad ein Interesse daran, daß so schnell als möglich ganz Preußen bekehrt und damit dem Verbande des masovischen Herzogtums einverleibt werde.

Um dieses Ziel schneller zu erreichen, beschloß er einen der Ritterorden nach Polen zu berufen. Seine Wahl fiel auf den deutschen Orden, nicht deshalb, weil dessen Ruhmestaten in Ungarn ihn dazu bewogen hätten, wie einige behaupten — dieselben sind ihm jedenfalls erst später, zu spät bekannt geworden, — sondern es wird wohl seine Umgebung, in der sich viele einflußreiche Deutsche, wie der Palatin Arnold, Bischof Christian, die Prälaten Gunther, Berwald und Wilhelm und wahrscheinlich auch Michael, Bischof von Kujavien, befanden, seine Aufmerksamkeit auf denselben gelenkt haben.

Noch im Jahre 1225 hatte Konrad seine Gesandten an den Hochmeister Hermann von Salza nach Italien geschickt, wo derselbe am Hofe Friedrichs II. verweilte. Beim Beginn der Verhandlungen konnte Konrad nur im allgemeinen kundgeben, was er fordere und welche Opfer er zu bringen bereit wäre. Dem Privileg des Kaisers vom Jahre 1226 zufolge — es ist die einzige Quelle — forderte Konrad, daß die Kreuzritter „laborem assumerent et insisterent oportune ad ingrediendum et obtinendum terram Pruscie“ und zu diesem Zwecke versprach er das Kulmerland oder ein anderes zu geben.

Daß der Orden dem Herzoge Hilfe gegen die ihn angeblich bedrohenden Preußen leisten solle, davon ist in der ganzen Urkunde gar nicht die Rede.

Die Eroberung Preußens war also geplant, natürlich für Polen, denn daß der Orden dasselbe für sich oder für den römischen Kaiser erobern sollte und daß Konrad zu diesem Zwecke eine Provinz hergeben wollte: zu dieser Annahme ist doch nicht die geringste Ursache vorhanden. Übrigens, wenn der Orden und das Reich Preußen für sich hätten erobern wollen, so hätte doch nie-

mand ihnen dies verwehren können, da der Seeweg nach Preußen frei stand.

Der Orden, der soeben schmählich in Siebenbürgen Fiasko gemacht hatte, begann sofort ein hinterlistiges, unehrliches Spiel mit Konrad. Derselbe hatte doch nur einen Vorschlag gemacht und doch wendet sich der Hochmeister an den Kaiser, er möchte ihm und dem Orden den Besitz des Kulmerlands und Preußens zuerkennen und bestätigen und das Land mit allen möglichen Freiheiten und Prärogativen ausstatten. Der Kaiser tat dies und gab Preußen und indirekt auch das Kulmerland dem Orden als selbständiges Fürstentum; doch dabei ließ es der Kaiser nicht bewenden: er unterstellt der Gewalt des Ordens auch die bekehrten Preußen, woraus folgt, daß die Tätigkeit vom desselben ersten Anfange an gegen Konrad und gegen den Bischof Christian gerichtet war.

Als Hermann diese kaiserliche Verschreibung erhalten hatte, zögerte er keinen Augenblick, das Anerbieten Konrads anzunehmen und das Kulmerland in seinen Besitz übergehen zu lassen, zu welchem Zwecke er 1226 seine Gesandten nach Polen schickte. Der eine von ihnen, Konrad von Landsberg, blieb gleich in Polen zurück, baute in Nessau an der Weichsel eine Burg, welche er dem Exordium zufolge Vogelsang nannte und begann von hier aus sogleich den Kampf mit den Preußen. Als die Besitzergreifung erfolgt war, sandte der Hochmeister wohl noch 1226 Hermann Balck mit 5 Ordensbrüdern und größerem Gefolge nach Polen, der sich einstweilen in Vogelsang-Nessau festsetzte. Folgerichtig konnte deshalb der Papst beim Beginne des Jahres 1230 sagen, daß die Kreuzritter „in Theutonia et Prutenorum partibus“ sich befinden.

Weshalb verblieben dieselben einstweilen auf dem linken Weichselufer? Dafür lassen sich zwei Gründe anführen; einmal war die Zahl der Ordensritter zu klein, um alle wichtigen Punkte des Kulmerlandes zu besetzen, andererseits waren sie, so lange sie nicht im eigenen Besitztum weilten, die Gäste des Herzogs, der für sie sorgen und ihnen einige Güter zum Unterhalt anweisen mußte, durch welche man die Schenkung Konrads zu vergrößern hoffte, was auch wirklich der Fall war; sie hofften auch auf diese Art, wenigstens stellenweise, in den Besitz beider Weichselufer zu gelangen, was ein nicht zu verachtender Vorteil war.

Nachdem die Dinge sich so nach seinem Sinne gestaltet hatten,



konnte der Hochmeister ohne Sorge mit Kaiser Friedrich den Kreuzzug antreten; als dieser aber schon im Anfange mißglückte, konnte sich Hermann wieder mit der preußischen Angelegenheit beschäftigen. Bisher hatte er, wie es scheint, von Konrad keine schriftliche Erklärung erhalten. Um eine solche zu erlangen, schickte er 1228 drei Ordensbrüder nach Polen. Am 23. April 1228 stellte ihnen Konrad in Biecz eine Urkunde aus, in welcher er dem Orden das Kulmerland und Orlowo in Kujavien verlieh.

Diese Urkunde, die einzige, welche dem Inhalte nach wahrscheinlich von Konrad stammt, erwähnt nichts darüber, welches die Aufgabe des Ordens sein sollte und zu welchem Zwecke ihm das Kulmerland gegeben wurde. Diese Bestimmungen, welche das Original enthalten mußte, hat der Orden, weil sie ihm nicht paßten, ausgelassen, als er dasselbe einer Korrektur nach seinem Sinne unterzog.

Auch Bischof Christian stellte den Gesandten am 3. Mai zu Mogiła bei Krakau eine Urkunde aus, in welcher er auf alle Zehnten von denjenigen Gütern des Kulmerlandes verzichtet, welche Konrad dem Orden verleihen konnte, ohne die Rechte des Bischofs zu verletzen.

Von den Ordensbrüdern erfuhr Konrad, daß Hermann alsbald sich wieder nach Palästina begeben werde, daß bis zu seiner Rückkehr von einer Eroberung Preußens nicht die Rede sein könne, daß also die Ausführung seines Lieblingsplanes auf einige Jahre verschoben werden müsse. Dieser Umstand, so wie Nachrichten, die er in Kleinpolen über das Verhalten des Ordens in Ungarn erhalten haben mochte, bewogen ihn, einen neuen Orden, den der Ritter Christi, zu stiften, welche nach Art der Schwertbrüder Livlands den Kampf mit den Preußen und die Eroberung des Landes beginnen sollten; zugleich sollten sie ihm als Gegengewicht dienen, wenn die Beziehungen zum deutschen Orden dies nötig machen sollten.

Am 4. Juli 1228 stellten ihnen Konrad und der neuerwählte Bischof von Plock Gunther eine Urkunde aus, deren Text heute nicht mehr in ganz authentischer Form erhalten ist. Der Bestätigung des Papstes zufolge, welchem das unverfälschte Original vorgelegen hat, erhielten die Ritter Christi von Gunther das Dorf Dobrzyń und die Dobrzyńer Insel, von Herzog Konrad die Burg Dobrzyń und die Dobrzyńer Kirchen mit dem dazu gehörigen



Besitztum, soweit es zwischen Kamienica und Chelmica bis an die preußische Grenze hin gelegen war, ferner einen Teil des Dorfes Dąb links von der Weichsel und Siedlce bei Inowrocław; außerdem verlieh er ihnen einige „libertates quoque ac immunitates saecularium exactionum“. Die Domherren von Włocławek traten ihnen ihre Rechte ab, die sie auf das Dorf Wyszyn besaßen.

An der Begründung dieses Ordens hatte der Bischof von Preußen gar keinen Anteil; als er jedoch davon erfuhr, beschloß auch er daraus Nutzen zu ziehen und ihn in sein Bistum einzuführen, wo er für denselben wahrscheinlich die Burg in Zantir einrichtete.

In einer Urkunde, die heute nicht mehr vorhanden ist, setzte er ihre Verpflichtungen fest, so wie die Güter, die zu ihrem Unterhalt dienen sollten. Beide Verschreibungen, die des Herzogs und des Elekten Gunther, so wie die Christians sandten die Ritter Christi nach Rom, wo sie der Papst in zwei besonderen Bullen bestätigte.

Im Juni 1229 war der Hochmeister aus Palästina zurückgekehrt; bei seinem Aufenthalte am päpstlichen Hofe, wo er in Angelegenheiten des Kaisers weilte, hatte er — wahrscheinlich im Dezember — Gelegenheit, den Papst mündlich über die Freußenfrage zu informieren, indem er ihm erzählte, Konrad habe ihm (dem Hochmeister) das Kulmerland und alles, was der Orden in Preußen erobern würde, überlassen, wovon jedoch in Konrads Urkunde von 1228 gar nicht die Rede war, wohl aber in dem kaiserlichen Privileg von 1226. Er tat dies natürlich in der Absicht, den Papst dafür zu interessieren und ihn zu bewegen, die ganze Christenheit für die Pläne des Ordens in Bewegung zu setzen.

Die Urkunde, welche Konrad 1228 ausgestellt hatte, war gar nicht nach dem Sinne des Hochmeisters. Im Jahre 1230 wurden die Verhandlungen wieder aufgenommen; sie waren aber jedenfalls nicht zufriedenstellend, was schon daraus folgt, daß keine einzige der auf Konrads Namen in diesem Jahre ausgestellten Urkunden echt ist.

Im Jahre 1230 schenkt nämlich Konrad abermals das Kulmerland zwischen Weichsel, Ossa und Drewenz dem Orden, wofür derselbe ihm Hilfe gegen die Heiden zusagt; an dieser Verschreibung hing niemals weder das herzogliche Siegel noch das der in der Urkunde erwähnten Personen, sondern nur das des Bischofs Gunther, der nicht einmal unter den Zeugen aufgeführt ist. Was hat aber eine so wichtige Urkunde ohne herzogliches Siegel zu

bedeuten? Nichts. Der Bischof kann aber mit seinem Siegel der herzoglichen Urkunde keine Rechtskraft verleihen.

Als der Hochmeister diese gefälschte Urkunde erhalten hatte, ließ er, da dieselbe ihn nicht befriedigte, in der kaiserlichen Kanzlei eine neue anfertigen, in welcher Konrad dem Orden Preußen und das Kulmerland als selbständiges Eigentum abtritt. Es ist dies die sogenannte Kruschwitzer Verschreibung.

Da jedoch für eine solche Schenkung, deren eigentlichen Grund man nicht angeben wollte, irgend ein Motiv angeführt werden mußte, werden hier zum ersten Male die preußischen Einfälle als Ursache hervorgehoben.

Um diese Angabe glaubwürdiger erscheinen zu lassen, fälschte man später auf den Namen des Herzogs Kasimir eine Urkunde, in welcher er alles, was die Kruschwitzer Schenkung enthielt, billigt und sich dabei auch ausführlich über die Einfälle der Preußen als Ursache der Berufung des deutschen Ordens ausläßt. Auch in anderen gefälschten Dokumenten wird dies Thema mit Vorliebe behandelt.

Während Ende 1229 der Hochmeister den Papst mündlich von der angeblichen Schenkung Konrads benachrichtigt hatte, war er Ende des Sommers 1230 bereits in der Lage, das Kruschwitzer Privileg demselben abschriftlich vorzulegen — ein eigentliches Original hat, da das herzogliche Siegel fehlte, nie existiert — und ihn so in der Meinung zu bestärken, als ob wirklich eine solche Schenkung bestehe. Im Jahre 1234 wurde diese oder überhaupt eine Abschrift in die päpstlichen Register eingeschmuggelt und 1257 davon ein Transumpt erbeten, so daß die Fälschung die päpstliche Bestätigung erhielt, welche im guten Glauben an die Echtheit der Urkunde erteilt wurde.

Etwas Genaueres wissen wir über die Verhandlungen mit Christian, der im Kulmerlande nicht unbedeutenden Grundbesitz und verschiedene kirchliche und geistliche Gerechtsame besaß, welche ihm das Bistum Plock abgetreten hatte.

Beim Beginne der Verhandlungen legte Christian seine Forderungen und Ansprüche in der Form einer Urkunde vor — es ist das der sogenannte Leslauer Vertrag; — seine Forderungen waren sehr hochgespannt und gipfelten darin, daß der preußische Bischof der eigentliche Lehnsherr des Ordens sein sollte. Auf solche Ansprüche war der Orden durchaus nicht geneigt einzugehen; er



verwarf sie einfach; es hat also auch keinen Leslauer Vertrag gegeben. Die Zisterzienser Äbte, welche um 1240 den Inhalt dieses Aktenstückes wiedergeben, haben die Bedeutung desselben absichtlich verdreht, indem sie es als Urkunde behandelten, während es doch nur ein Projekt gewesen.

Die Folge war, daß Christian seine Forderungen stark herabsetzen mußte; er war bereit, dem Orden seine Besitzungen im Kulmerlande gegen eine Entschädigung von einem Maß Weizen und Roggen von jedem Pfluge zu übergeben; ferner forderte er für sich 200 Pflüge und 5 Vorwerke. Eine sehr bescheidene Forderung, die dessenungeachtet nicht zum Ziele führte, weil dies Ultimatum Christians folgende Wendung enthielt, die den Intentionen des Ordens durchaus widersprach; die Schenkung sei erfolgt, „*ut ipsi mihi et omnibus meis successoribus sint parati contra paganos pugnaturi*“.

Die Verhandlungen zerschlugen sich. Christian, der wohl erkannte, welches die Absichten des Ordens waren, begab sich, wie es scheint, nach Rom, um hier Hilfe gegen die Bestrebungen der Kreuzritter zu suchen. Er fand aber hier kein Entgegenkommen. Der Orden war die Lieblingsstiftung der Päpste und um vieles geeigneter, die Wünsche der römischen Kurie zu verwirklichen, als Christian. Demselben blieb demnach nichts anderes übrig, als auf alle Forderungen des Ordens einzugehen. Seine diesbezüglichen Erklärungen legte er in zwei Urkunden nieder, welche er 1231 fern von seinem Bistum ausstellte; in der einen, die noch im Original erhalten ist, verzichtet er auf alle seine kulmischen Besitzungen zu Gunsten des Ordens und behält sich nur die bischöfliche Jurisdiktion vor.

In der anderen tritt er dem Orden den dritten Teil seiner preußischen Besitzungen ab und reserviert sich nur die bischöfliche Jurisdiktion. Diese Erklärungen hat der Orden akzeptiert. Welche Gegenleistungen er versprochen hatte, wissen wir nicht; es war nicht seine Gewohnheit, sich schriftlich zu binden. Trotz alledem sah der Orden in Christian stets einen nicht zu verachtenden Gegner und als derselbe in preußische Gefangenschaft geriet, tat er nicht nur nichts, um ihn zu befreien, sondern benutzte die Gelegenheit, um das preußische Bistum und die Burg Zantir in seinen Besitz zu bringen.

Seit 1226 war der Orden im Besitz des Kulmerlandes; seit



1226 wurde von hier aus fortwährend mit den Preußen gekämpft; dasselbe taten wahrscheinlich auch die Ritter Christi. Diese Kämpfe, mit ungenügenden Streitkräften unternommen, reizten nur die Preußen zu Einfällen ins Kulmerland und Masovien und 1231 war es so weit gekommen, daß 3 preußische Herren sich in Rogowo, Pigrza (lacus Pipini) und Starygród festsetzten. Als die Not schon groß war, kamen endlich die erwarteten Streitkräfte, welche der Hochmeister schickte.

Der Orden nahm nun das Kulmerland in faktischen Besitz. In Tarnowo, dem heutigen Alt-Thorn, bauten die Ritter eine Burg und legten eine Stadt an, welche sie Thorn nannten und mit deutschen Pilgern besetzten, die auf Mahnung des Papstes jetzt zahlreich dem Kulmerlande und Preußen zuströmten. Fünf Jahre später wurden Stadt und Schloß dorthin verlegt, wo heute Thorn liegt.

Mit den preußischen Eindringlingen wurde man bald fertig und 1231 war das ganze Kulmerland vollständig im Besitz des Ordens. Jenseits der Ossa dehnte sich das preußische Bistum Christians aus, wo gleichfalls keine bedeutenden Kämpfe zu führen waren.

1232 wurde die Stadt Kulm angelegt und mit Deutschen besetzt.

1233 bauten die Ritter auf der Weichselinsel Kwidzyn eine Burg, welche der Burggraf von Magdeburg an den Ort verlegte, wo heute Marienwerder liegt.

1234 vereinigten sich die polnischen und pommerellischen Herzöge mit dem Orden, befestigten Marienwerder und fielen gegen den Winter in das Land Resin ein, wo es zur ersten Schlacht mit den Preußen kam, die geschlagen, große Verluste erlitten. In demselben Jahre wurde das Schloß Rheden erbaut.

In kurzer Zeit war alles Land von der Drewenz bis ans Meer und den Drausensee des Ordens Eigentum geworden. Ja, er hatte in dieser Zeit noch so viel Muße gehabt, das sogenannte Kulmer Recht zu verfassen, welches fortan für alle Ansiedler und Ansiedlungen die Grundlage bilden sollte.

Als der Orden so festen Fuß im Kulmerlande und dem benachbarten Preußen gefaßt, als er die Zahl der polnischen Burgen durch neue Bauten vermehrt und zahlreiche Deutsche angesiedelt hatte, glaubte er die Zeit gekommen, seine Pläne zu verwirklichen.

Vor allem war es ihm darum zu tun, sich das Preußenland zu sichern. Wie wir wissen, hatte der Hochmeister dem Papste die Sache so dargestellt, als ob Konrad freiwillig auf Preußen und das Kulmerland zu Gunsten des deutschen Ordens verzichtet hätte. Wie im Burzenlande, so hat es sicher auch hier nicht an Bestrebungen gefehlt, den Papst zu bewegen, Preußen für seinen Besitz zu erklären und es alsdann dem Orden zu schenken. Dies gelang dem Orden vollkommen, wie dies die Bulle Gregors IX. vom 3. September 1234 beweist. Ja, der Papst war so sehr von der Rechtllichkeit seines Vorgehens überzeugt, daß er am 5. September sich an Konrad wendet und ihm unter Berufung auf dessen angebliche Schenkung mitteilt, wie Preußen fortan Eigentum des heiligen Stuhles sei und daß er dasselbe dem Orden für ewige Zeiten überlassen habe.

Wie Konrad diese Nachricht aufnahm, wissen wir nicht; seine Lage war schwierig, da jede Opposition ihn nicht nur in feindliche Stellung zum Orden, sondern auch zum Papste gebracht hätte. Hier hätte nur ein Mittel geholfen und zwar das, welches König Andreas angewandt hatte. Damit aber Konrad nicht in die Lage käme, dieses zu tun, bereiteten die Kreuzritter ihm eine neue Überraschung, die ihn mit dem Verluste einer zweiten Provinz bedrohte und ihm zugleich die Waffe aus der Hand wand, welche er gegen den deutschen Orden benutzen zu können glaubte.

Wenn auch der Dobrzyner Orden den deutschen Rittern keine gefährliche Konkurrenz machen konnte, so war sein Dasein an sich denselben nicht gelegen, besonders da es sich hier um eine Vermehrung der Streitkräfte Konrads handelte. Um diesen Nebenbuhler unschädlich zu machen und zu gleicher Zeit eine neue Provinz zu erwerben, wurden hinter dem Rücken Konrads Verhandlungen angeknüpft, die dahin führten, daß die Ritter Christi, welche ja auch Deutsche waren, mit ihrem ganzen Besitz dem deutschen Orden einverleibt wurden. Diese Einverleibung geschah angeblich mit Wissen und Willen des Bischofs von Plock, aber ohne Wissen und gegen den Willen Konrads. Dies war aber auch für Konrad zu viel; da er die Herausgabe von Dobrzyń verlangte, so kam es zu Streitigkeiten zwischen ihm und den Kreuzrittern, die schließlich 1235 durch ein Schiedsgericht geschlichtet wurden.

Zum Schiedsrichter wurde von Seite des Ordens der päpstliche Legat Wilhelm gewählt, ein großer Gönner der Kreuzritter,



von polnischer Seite der Bischof von Kujavien, Michael. Es ist sonderbar, daß in diesen Verhandlungen die Vertretung Masoviens keinem der weltlichen Würdenträger, sondern einer geistlichen Person anvertraut wurde, die dem päpstlichen Legaten gegenüber doch nur eine untergeordnete Rolle spielen konnte und die, als wahrscheinlich deutscher Abkunft, durchaus nicht geeignet war, Konrads Sache zu führen. Es ist sogar sehr wahrscheinlich, daß Michael im Einverständnisse mit dem Orden handelte, der ihm versprochen hatte, seine Rechte nicht anzutasten.

Da bei den Verhandlungen der Orden seine Ansprüche mit den entsprechenden Urkunden belegen mußte — was das Kulmerland anbetrifft, so konnten nur die Kruschwitzer und Lowiczer Urkunden, für das Land Dobrzyń die Urkunden Bischof Gunthers und Herzog Konrads in Betracht kommen — welche alle entweder gefälscht oder interpoliert waren, ebenso wie die Verschreibung von Orłowo und Nessau, so hätte Michael doch dagegen protestieren müssen, besonders da er ja selbst fast in allen als Zeuge aufgeführt war. Doch nein, davon ist nicht die Rede und das Urteil fällt so aus, als ob Konrad nicht der Beschädigte, sondern der Schädiger gewesen. Es waren sehr schwere Bedingungen, die Konrad für die Rückgabe Dobrzyńs auferlegt wurden. Er mußte dem Orden Nessau samt Pertinenzen abtreten, ein nicht kleines Territorium, ferner Sedlee, Orłowo und Rogowo, ebenso das Kulmerland, das erst jetzt in den freien Besitz des Ordens überging; außerdem verließ er dem Orden die Salzsiedereien in Słońsk und verpflichtete sich, 150 Mark reinen Silbers als Entschädigung an die Ritter zu zahlen. Dieser Vertrag wurde am 19. Oktober 1235 von Konrad und seinen Söhnen und dem preußischen Landmeister beschworen.

Im Verlauf von 9 Jahren hatte der deutsche Orden sein Ziel erreicht — allerdings nicht auf ehrliche Art, sondern mit Lug und Trug und schmählichen Intriguen, so daß Konrad mit mehr Recht als König Andreas sagen konnte, die deutschen Ritter wären ihm gegenüber gewesen „*tamquam ignis in sinu, mus in pera, serpens in gremio, qui hospites suos male remunerant*“.

Als der deutsche Orden mit Hilfe der Ritter Christi sein Ziel erreicht hatte, entfernte er dieselben aus seiner Mitte. Dieselben wandten sich nun reumütig an Konrad, welcher ihnen 1237 ein Gebiet zwischen Nurzee und Bug anwies und in seiner Verschrei-



bung sich gegen alle möglichen Zwischenfälle zu sichern suchte, als ob dies ein Mittel gegen bösen Willen und Treulosigkeit gewesen wäre. Zu dieser Überzeugung scheint schließlich auch Konrad gekommen zu sein, da, wie es scheint, die Dobrzyner Ritter jenes Gebiet nie in Besitz genommen haben; sie verließen Polen und traten in den Johanniterorden zu Sonnenburg an der Oder ein.

Auch die Christiritter des Bistums Preußen mußten auf Veranlassung des deutschen Ordens auswandern und siedelten nach Mecklenburg über.

1235 hatte sich der Orden von der Oberherrlichkeit Konrads befreit; damit war ein sehr gewichtiger Schritt vorwärts gemacht, aber dennoch war er noch nicht vollständig Herr weder im Kulmerlande noch in Preußen. Es stand ihm hier noch im Wege der Bischof von Preußen, Christian, der auch im Kulmerlande bischöfliche Rechte besaß, der Erzbischof von Gnesen, zu dessen Metropole Christian gehörte, und der Bischof von Plock, von dessen Diözese das Kulmerland ein Teil war.

Vor allem ging das Streben des Ordens dahin, den Bischof von Preußen unschädlich zu machen, zu welchem Zwecke er dessen lange Gefangenschaft bei den Preußen gut ausnützte. Schon 1236 verordnete der Papst, unzweifelhaft auf Anraten des Ordens, Preußen in Diözesen zu teilen und drei Dominikanermönche — Christian gehörte den Zisterziensern an — zu Bischöfen zu weihen. Zur Teilung kam es jedoch nicht, vielleicht deshalb, weil Christian inzwischen aus seiner Gefangenschaft zurückgekehrt war. Es herrschte sogar zeitweilig ein gewisses Einvernehmen zwischen ihnen, welche Gelegenheit Christian benutzte, um auf Grund einer von ihm gefälschten Bulle Innozenz' III. Teil an dem Raube der Löbau zu nehmen, was ihm ein Drittel dieses Landes einbrachte. Als aber 1243 Preußen in 4 Diözesen geteilt wurde, wodurch alle bisherigen Rechte Christians aufgehoben wurden, brach der Streit von neuem aus. Christian mußte schließlich nachgeben und sich mit dem Bistum Kulm begnügen, in welchem ihm der Orden 600 Hufen zu eigen gab. Kurze Zeit nachher starb er, wahrscheinlich noch 1245.

Seit seiner Vereinigung mit den Schwertbrüdern war der Orden im Besitz eines großen Teiles der Meeresküste und in Verbindung mit Riga, wo ein Bischof residierte. Um sich nun vor polnischer

Einmischung zu bewahren, ging das Streben des Ordens dahin, die preußischen Bistümer oder wenigstens Kulm aus dem Verbande des Gnesener Erzbistums auszuschneiden und dieselben einer eigenen Metropole zuzuweisen. Dazu schien das entfernte Riga der geeignetste Ort zu sein. Der Papst ging darauf ein und erhob 1255 Riga zu einem Erzbistum, welchem die preußischen Bischöfe nebst Kulm untergeordnet wurden. Ob der Gnesener Erzbischof dagegen Einspruch erhob, ist nicht bekannt. Erzbischof Jakob Świnka erhob zwar wieder Ansprüche auf Kulm, ließ diese jedoch 1310 freiwillig fallen.

Es blieb also noch der Bischof von Plock übrig, zu dessen Diözese das Kulmerland gehörte und der zur Kreierung des Bistums Kulm seine Zustimmung jedenfalls nicht erteilt hatte. Christian, als Bischof von Preußen, hatte zwar im Kulmerlande von Plock bischöfliche Rechte erhalten — die Grundlage bildete die gefälschte Lowiczzer Urkunde — aber dieser Vertrag hatte seine rechtliche Grundlage verloren, seitdem es keinen preußischen Bischof mehr gab. Es kam daher zu einer Vereinbarung, deren Inhalt jedoch nicht bekannt ist; dessenungeachtet weigerte sich der Orden, seinen Verpflichtungen nachzukommen.

Als es auf Veranlassung des Papstes 1257 zu neuen Verhandlungen kam, trat der Orden mit einer gefälschten Urkunde auf, wonach Gunther, Bischof von Plock, und sein Domkapitel dem Orden 1230 alle ihre Besitzungen und Rechte mit Ausnahme von „crisma, consecrationes abbatum, monialium, ecclesiarum et alia sacramenta ecclesiae“ abgetreten hätten.

Auf Grund dieser Fälschung kam es zu einem neuen Vertrage, in welchem der Bischof auch den ihm bis dahin gehörigen Bischofsscheffel dem Orden zederte; die Ausführung desselben machte derselbe jedoch von der Klausel abhängig, der Bischof von Plock solle erst seine bischöflichen Rechte demjenigen gegenüber nachweisen, „qui se pro episcopo Culmensi gerit“. Damit hatte der Orden dem Papste gegenüber seinen guten Willen gezeigt, den Bischofsscheffel für sich eingeheimst, sonst blieb aber alles beim alten.

Erst nach langen Streitigkeiten und Prozessen kam es endlich 1289 zwischen den Bischöfen von Plock und Kulm zu einem Verleiche, in welchem der erstere allen seinen Ansprüchen auf Kulm entsagte, wofür er als Entschädigung vom Kulmer Bischofe das



Dorf Orzechowo mit dem Bischofsscheffel, dem Patronat und 30 Mark Einkünften, ferner 300 Hufen in der Löbau, an der polnischen Grenze außerhalb der Heide gelegen, mit allen Rechten zu vollem Besitz erhielt.

Dieser Vertrag wurde dann auch ehrlich eingehalten, wie das Bischof Thomas von Plock und Bischof Heinrich von Kulm 1293 gegenseitig bezeugen. Damit war das letzte Band gerissen, welches das Kulmerland mit Polen verbunden hatte.

### III. Zur Kritik der mit der Berufung des deutschen Ordens in Verbindung stehenden Urkunden.

a) Die Schenkung von Cekowo. Nach Perlbach ist das sogenannte Original echt und nur das Transumpt gefälscht; das sogenannte Original ist aber gleichfalls eine Fälschung, wie das die äußere Gestalt desselben und das Siegel beweist, welches zwar echt ist, sich aber abnehmen läßt. Auch die Aktikation ist fehlerhaft, wie das Transumpt beweist, das vielfach einen besseren Text besitzt als das Original, z. B. mee. meam. meo für nostre, nostram, nostro. Gegen die Echtheit spricht auch der Schlußsatz des Originals, welcher im Transumpte fehlt: „et per episcopos Polonie confirmari rogamus“. Der Herzog bedurfte ja doch nicht der Bestätigung der Bischöfe.

Auf ungeschickte Fälschung weist auch die doppelte promulgatio hin: . . . omnibus Christi fidelibus tam presentibus quam futuris notum facio, quod etc. und „Preterea universitati vestre notissimum esse cupio, quod etc.“

b) Das Privilegium Kaiser Friedrichs II. vom Jahre 1226. Bisher kannte man zwei Originale, von denen das eine sich in Königsberg, das andere in Warschau befindet; daß das Gnesener Exemplar eine alte Abschrift des Königsberger ist, hat schon Perlbach nachgewiesen. Aber auch das Warschauer Exemplar ist kein Original, sondern eine gleichzeitige Abschrift, die erst im Jahre 1466, als der Orden seine Privilegien an Polen abtrat, die ungeschickt gebohrten Löcher und die wenigen kurzen Seidenfäden erhielt. Nur das Königsberger Exemplar ist alleiniges Original, das noch heute die goldene Bulle trägt. Die Unterschiede, die zwischen beiden bestehen, lassen sich damit erklären, daß das Warschauer Exemplar nicht eine Abschrift des Königsberger, sondern des ursprünglichen Konzeptes ist. Original und Abschrift wurden fast



gleichzeitig von Kanzleischreibern angefertigt, welche kleine Versehen selbständig verbesserten — Umstellung von Worten und Zeugen, — sich aber auch Auslassungen zu Schulden kommen ließen. Im Konzept war an Stelle der Zahl der angedrohten Strafe ein leerer Raum gelassen, den die Schreiber entweder selbständig oder nach erhaltenem Bescheid, der eine mit „centum“, der andere mit „mille“ ausfüllte. Bei späteren Transumierungen wurde gewöhnlich das Original beschrieben, die Abschrift aber nach der Kopie gemacht.

Ich bestreite demnach nicht, daß Original und Kopie der kaiserlichen Kanzlei entstammen. Folgt aber daraus schon, daß das Original wirklich authentisch ist? Schrift, Stil, Pergament und Siegel sprechen für die Echtheit; gegen dieselbe aber nicht unwichtige innere Gründe.

Meiner Ansicht nach verträgt es sich nicht mit der Würde der Majestät, etwas zu bestätigen, was noch nicht gegeben war, was also jeden Augenblick zurückgezogen werden konnte.

Dem Kaiser war es jedenfalls bekannt, daß Konrad nicht zu den Fürsten des römischen Reiches gehörte, er also sein „devotus noster“ nicht gewesen ist.

Wie konnte 1226 der Kaiser behaupten, daß Preußen „sub monarchia imperii est contenta“! Wenn man nicht Größenwahn voraussetzen will, kann eine solche Ausdrucksweise nur auf eine Zeit hinweisen, als der Orden sich schon in Preußen befand.

Die kaiserliche Urkunde entstellt vollständig die Absichten Konrads. Konrad fordert den Orden auf, Preußen zu erobern, nicht für den Orden und den Kaiser, sondern für Masovien. Der Kaiser verleiht trotzdem dem Orden Preußen als unabhängiges Fürstentum. Dafür soll Konrad dem Orden eine Provinz gegeben haben? Der Kaiser hatte wohl das Recht, dem Orden, als einem deutschen, Schenkungen zu bestätigen, aber nicht das Recht, dieselben wider Wissen und Willen des Gebers zum Nachteil desselben zu verändern. Das alles lag nur im Interesse des Ordens, dessen Hochmeister bei Hofe eine solche Stellung einnahm, daß die kaiserliche Kanzlei, wie sie die gefälschte Kruschwitzer Urkunde ausfertigte, so auch gegen gute Bezahlung das kaiserliche Diplom anfertigen konnte. Dafür würden auch die Nachlässigkeiten in der Reinschrift sprechen.

Es fällt ferner auf, daß das vielfach gleichlautende Diplom

von 1245, in welchem Friedrich II. dem Orden Kurland, Litthauen und Samogitien schenkt, von derselben Hand, wie es scheint, geschrieben ist, wie das Privileg von 1226. In einer anderen Urkunde schenkt derselbe Kaiser demselben Orden Preußen, Litthauen und Rußland. Ist der Kaiser nur dem deutschen Orden gegenüber so freigebig in der Verschenkung großer Länder gewesen, die ihm nicht gehörten? Glaublicher erscheint es mir, daß der Orden der Verfasser aller dieser Verschreibungen gewesen ist, welche seine Absichten und Pläne genügend charakterisierten.

e) Die Verschreibungen Konrads und der Konsens des Herzogs Kasimir. Daß die Kruschwitzer Urkunde eine Fälschung des deutschen Ordens ist, hat bereits Perlbach nachgewiesen. Die andere Schenkung des Kulmerlandes aus demselben Jahre verrät sich schon dadurch als Fälschung, daß diese herzogliche Urkunde nur das Siegel des Bischofs von Plock führt und kein anderes geführt hat. Es wäre auch wunderbar, wenn der Orden eine so wertlose Urkunde als vollwertig angenommen und nicht die Besiegelung durch den Herzog selbst gefordert haben sollte!

Die älteste zu Biecz ausgestellte Urkunde über das Kulmerland enthält so viel Eigentümliches, daß schon Rethwisch dieselbe für unecht erklärte und auch Perlbach sich nicht der Einsicht verschließen kann, daß die Schrift wenig kanzleigemäß, daß ein Mißverhältnis zwischen Zeugen und Rechtsinhalt existiert, daß der Inhalt zu vag und die angekündigte Besiegelung durch Herzöge und Bischöfe nicht durchgeführt ist. Auch der Gebrauch von „nos“, „noster“ ist für jene Zeit in polnischen Urkunden auffällig.

Da dies die erste Urkunde sein soll, welche Konrad dem Orden ausstellt, so erwartet man billiger Weise, daß der Herzog mit wenigen Worten den Zweck der Schenkung und der Berufung des Ordens andeuten und daß auch der Preußen gedacht werde. Davon ist aber gar nicht die Rede. Da Konrad 1228 wohl jedenfalls eine Urkunde ausstellte, so glaube ich, daß man alle Bedingungen, welche er gestellt hatte, aus derselben fortgelassen und bei dieser Gelegenheit auch den Stil nicht besonders glücklich geändert habe.

Die Schenkung von Orlowo mit dem Datum 1229 stammt, wie das Original zeigt und wie das schon Perlbach nachgewiesen, aus dem XIV. Jahrhundert.

Auch die Schenkung von Nessau aus dem Jahre 1230 ist jeden-



falls nicht authentisch. Nach einer Beschreibung aus dem Jahre 1421 sollen 2 Siegel an demselben gebangen haben, das herzogliche und ein bischöfliches. Das eine fehlt heute ganz und vom anderen ist nur ein kleiner Klumpen Wachs übrig geblieben. Haben überhaupt diese Siegel jemals existiert? Dagegen und überhaupt gegen die Echtheit spricht einmal der Umstand, daß das Pergament aus einem Kodex herausgeschnitten ist, wie dies die Buchstabenfragmente beweisen, die den ganzen oberen Rand des Pergaments einnehmen, ferner der Umstand, daß dem Verfasser dieser Urkunde die gefälschte und von Bischof Gunther besiegelte Schenkung des Kulmerlandes vorgelegen hat.

Wenn wir alle hier besprochenen Urkunden neben einander stellen, erhalten wir folgendes Resultat: die von Gunther besiegelte Fälschung ist die unmittelbare Vorlage für die Urkunde über Nessau und für die Kruschwitzer Verschreibung gewesen; letztere wiederum war die Vorlage für die Fälschung über Orlowo.

Von dem sogenannten Konsens des Herzogs Kasimir aus dem Jahre 1233, der, wie Perlbach nachgewiesen, kaum vor dem Jahre 1247 entstanden sein kann, hat sich das angebliche Original erhalten. Außerdem existiert noch ein Transumpt aus dem Jahre 1253, welches einen Satz, das Dorf Rogowo betreffend, enthält, welchen das Original nicht kennt. Dessen ungeachtet hält Perlbach beide Fassungen für echt und die des Transumptes für die ursprüngliche und erklärt dies auf folgende Weise: 1257 verkaufte der Orden Rogowo an Herzog Kasimir; bei dieser Gelegenheit habe eine Neufassung der Urkunde stattgefunden mit Auslassung des nun keine Giltigkeit mehr habenden Abschnittes über Rogowo.

Der Inhalt des Originals zerfällt in zwei Teile; im ersten werden als Gründe, weshalb Konrad den Orden berufen und ihm das Kulmerland geschenkt habe, die Verwüstung des Kulmerlandes und Masoviens hingestellt und dies mit Berufung auf „*literae super ea donatione confectae*“.

Im zweiten Teile gibt Kasimir seine Zustimmung zu allen Abmachungen, welche sein Vater mit dem Orden getroffen.

Von allen auf den Namen Konrads gefälschten Schenkungen des Kulmerlandes berichtet nur die Kruschwitzer über Einfälle und Verheerungen Masoviens durch die Preußen. Hat diese dem Herzoge 1233 oder, wie Perlbach will, 1247 vorgelegen? Die Kruschwitzer Urkunde entstand in der kaiserlichen Kanzlei und



hat nie das herzogliche Siegel besessen; das päpstliche Transumpt erhielt der Orden erst 1257. Dem Herzoge kann also die Urkunde, auf welche er sich beruft, nicht vorgelegen haben. Der Konsens Kasimirs, welcher ein echtes Siegel besitzt, sollte eine Rechtfertigung der gefälschten Kruschwitzer Urkunde sein.

Aber auch Perlbachs Annahme erklärt uns keineswegs weder die Notwendigkeit des Konsenses, da ja Kasimir und seine Brüder schon in der Kruschwitzer Fälschung „*expresse de bona et spontanea voluntate*“ ihre Zustimmung gegeben hatten, noch die Rückdatierung auf das Jahr 1233, da ja eine solche Konsenserklärung durchaus nicht an ein bestimmtes Datum gebunden war und rechtsverbindlich in jedem beliebigen Jahre hatte ausgestellt werden können.

Ich halte das sogenannte Original so wie das Transumpt für Fälschungen des deutschen Ordens. Die Schrift des Originals erinnert an eine Urkunde Kasimirs aus dem Jahre 1257 und da auch ein unzweifelhaft echtes Siegel daran hängt, so könnte man wohl daraus folgern, daß entweder der herzogliche Schreiber vom Orden bestochen war, oder daß beide Urkunden aus der Kanzlei des Ordens stammen.

d) Die Ritter Christi. Über die Gründung dieses Ordens besitzen wir zwei Urkunden und zwei Bullen. Die eine Urkunde hat Bischof Gunther am 2. Juli 1228 ausgestellt, die andere Herzog Konrad und der Elekt Gunther am 4. Juli.

Die erste scheint, was Schrift, Pergament und Siegel anbetrifft, einwandlos zu sein; die Schrift der zweiten gibt zu keinem Bedenken Anlaß, wohl aber die Siegel, deren es 5 gab; gegenwärtig hängen daran die Siegel des Bischofs Michael von Kujavien, des Bischofs Gunther von Plock, des Plocker Domkapitels und des Dekans Wilhelm. Konrads Siegel ist nicht mehr vorhanden. Von diesen Siegeln sind die beiden ersten jedenfalls künstlich beigefügt; das Siegel Wilhelms ist einwandfrei und vielleicht auch das des Domkapitels.

Die Urkunde Gunthers ist trotz der authentischen Siegel eine Fälschung und zwar aller Wahrscheinlichkeit nach des deutschen Ordens, der nach Vereinigung mit den Rittern Christi im Besitz von dessen Privilegien war. Der Unterschied der Verleihungen ist so groß, daß auch ein um einige Tage später angesetztes Datum, wie Perlbach es tut, dies durchaus nicht zu erklären vermag.

Aber auch die Urkunde Konrads und Gunthers ist nicht unverdächtig, schon der Siegel wegen. Es scheint, wie eine Vergleichung mit der päpstlichen Bestätigung nachweist, nur eine Stelle in ihr geändert worden zu sein, da nach der Bulle Konrad den Rittern „castrum et ecclesias de Dobrin cum terris, que continentur inter rivulos Camenicam et Chelimenicam usque in Prussiam“ verleiht, während der Text der Urkunde so lautet: „castrum Dobrin cum spacio terrarum, que continentur etc.“

Daß nicht diese Urkunde der päpstlichen Kanzlei vorgelegen hat, geht wohl auch daraus hervor, daß die Bulle „Camenica, Chelimenica“ schreibt, während die Urkunde „Chameniza, Cholmeniza“ hat. Woher sollte der päpstliche Schreiber wissen, daß die Polen „c“ wie „z“ aussprechen?

Bei Anfertigung dieser beiden Urkunden scheint Dekan Wilhelm im Einverständnis mit dem Orden gehandelt und ihm diejenigen Siegel geliefert zu haben, welche, wie das seinige, nicht einer andern Urkunde entnommen sind.

Von den beiden die Ritter Christi betreffenden Bullen wird die zweite gewöhnlich für unecht erklärt, weil sie vom verstorbenen ersten Bischofe Preußens und dessen Domkapitel spricht. Die Bulle ist eine Antwort auf ein Schreiben der Ritter an den Papst, in welchem von Christians Tode gesprochen wurde, weil damals sich ein solches Gerücht verbreitet haben mußte. Die Erwähnung des Domkapitels, das, so viel wir wissen, nicht bestand, läßt sich damit erklären, daß die Ritter noch von Polen aus ihr Schreiben an den Papst richteten und demgemäß der Meinung waren, daß Christian so wie den polnischen und deutschen Bischöfen ein Domkapitel zur Seite stand und daß er seine Beschlüsse im Einverständnis mit demselben gefaßt habe. Die Urkunde Christians und das Schreiben der Ritter Christi sind verloren gegangen.

e) Bischof Christian und der deutsche Orden.

Der Erklärung der Zisterzienser-Äbte über die Verhandlungen Christians mit dem deutschen Orden, welche 1230 in Włocławek stattfanden, lag eine Forderung Christians zu Grunde, welcher er die Form eines Dokuments gegeben hatte und das eine Urkunde geworden wäre, wenn der Orden dasselbe akzeptiert und besiegelt hätte; dem Ordensarchiv ist dasselbe unbekannt geblieben. Von einem zu Leslau abgeschlossenen Vertrage kann demnach nicht die Rede sein.



Ähnlich verhält es sich mit dem zweiten Aktenstück Christians aus dem Jahre 1230 (Pr. Urkb. nr. 73); es ist das Ultimatum desselben, das von dem Orden ebenfalls verworfen, aber dennoch in einer Abschrift zurückbehalten wurde. Diese Abschrift existiert noch heute und ist von demjenigen Ordensschreiber angefertigt worden, der die Urkunde über Nessau geschrieben. Daß dieselbe keine beide Parteien bindende Urkunde gewesen, folgt schon daraus daß sie niemals besiegelt gewesen ist. In dieser Abschrift ist eine von Christian gegebene Randbemerkung „videlicet in territorio Cholmensi“ an eine falsche Stelle geraten.

Zu den wichtigsten Urkunden gehört die sogenannte Lowiczzer — nicht Lonyzer — Schenkung für Christian aus dem Jahre 1222. Dieselbe ist in ihrer jetzigen Gestalt eine Fälschung des deutschen Ordens, der 1231 die für Christian ausgestellten Urkunden in Empfang genommen hatte.

Dieselbe hatte den Zweck, die Abtretung des Kulmerlandes von Konrad zu erzwingen, als 1235 der Streit wegen des Landes Dobrzyń ausgebrochen war. Daß wir es hier mit einer Fälschung zu tun haben, das zeigt eine Vergleichung mit der päpstlichen Bestätigung, die eine ganz andere Einteilung der geschenkten Ortschaften aufweist, als die Urkunde; die von „quibusdam villis“ spricht, während die Urkunde „centum“ zählt; die ferner von allen wichtigen Rechten und Schenkungen, von denen die Urkunde erzählt, nichts weiß.

Daß in Rom eine andere Urkunde vorgelegen hat, folgt auch daraus, daß dieselbe die Siegel Konrads, Bischof Gunthers und seines Domkapitels, so wie anderer Bischöfe und Herren trug; nach der heutigen Fassung der Urkunde hatten ihre Siegel auch die Herzöge Leszek und Heinrich, aber keine Herren angehängt; dafür spricht auch der Umstand, daß die Bulle „Gruzens“, während die Urkunde „Grudenz“ schreibt; daß die eine Schreibung wie die andere vollständig berechtigt ist — polnisch Grudziadz — werden Kenner der preußischen Verhältnisse wohl wissen; davon hat jedoch der römische Schreiber jedenfalls keine Kenntnis gehabt; wie ist er also darauf gekommen, „d“ in „z“ zu verwandeln?

Die Abfassung der Urkunde in ihrer gegenwärtigen Gestalt verrät einen Verfasser, der mit dem Stil der Urkunden wenig vertraut war und der deshalb Fehler machte, die sonst in Urkunden nicht vorzukommen pflegen. Zudem ist die erzählte Handlung an

und für sich fast kindisch. Christian als Preußenbischof wird gebeten, den Kreuzfahrern zu erlauben, die von den Preußen verwüstete Burg Kulm wieder aufzubauen; um diese Erlaubnis zu erlangen, entäußert sich Konrad fast der ganzen Provinz mit allen Rechten und Einkünften und eines anderen nicht näher bezeichneten Landes, wahrscheinlich der Löbau, während der Bischof von Plock, zu dessen Diözese das Kulmerland gehörte, mit seinem Domkapitel alle seine Besitzungen und Rechte an Christian zederte und dies alles geschieht nur zu dem Zwecke, damit der Bischof in der neu errichteten Burg seine Residenz aufschlage und ein Kloster errichte!

Aber der Fälscher hat sich an einer Stelle selbst verraten. Als Bischof Gunther und sein Domkapitel ihre Besitzungen und Rechte an Christian abtraten „in subsidium episcopatus Pruscie“, wie Christian 1231 sagt, konnten sie doch nur das geben, was sie faktisch damals besaßen, aber nicht das, „quod idem episcopus et suum capitulum in predicto Colmensi dominio olim habuerunt“, was also damals schon ein anderer besaß. Das „olim“ läßt sich nur vom Standpunkte des Fälschers aus erklären; zu seiner Zeit war Plock seit vielen Jahren nicht mehr in diesem Besitz.

Die Schenkung Konrads und der Plocker Kirche wird wohl nur das enthalten haben, was die päpstliche Bestätigung aufweist, nichts weiter.

Das Original der Fälschung hat sich nicht erhalten; es existiert nur ein Transumpt des ermländischen Bischofs und päpstlichen Legaten Anselm vom Jahre 1264, das die höchsten Würdenträger des Ordens besiegelten. Eine Abschrift erhielt der Bischof von Kulm. Da aber dieses Transumpt bedeutende Auslassungen enthielt, bemühte sich der Kulmer Bischof um eine neue Abschrift des angeblichen Originals, die jedoch ebenfalls nicht fehlerlos war. Dieses vidimus ohne Jahreszahl existierte ebenfalls in zwei Exemplaren, wovon das zweite nur eine Kopie war. In dem Streite mit der Kirche Plock um das Kulmerland war diese Fälschung die eigentliche rechtliche Basis für den Bischof von Kulm.

f) Die Schenkung Gunthers und des Domkapitels von Plock für den deutschen Orden vom 17. März 1230 ist eine um 1257 entstandene Fälschung der Kreuzritter; dies hat Perlbach bereits nachgewiesen. Hier sei nur noch bemerkt, daß die gefälschte Urkunde Gunthers und seines Domkapitels für die Ritter Christi die



Vorlage gewesen ist. Daher stammt auch die unpassende Wendung „milites Christi“, welche man dann durch den Zusatz „scilicet fratres de domo Teutonicorum Jerosolimitana“ erläuterte.

g) Survabunos Schenkung des Löbauer Landes an Christian aus dem Jahre 1216. 1216 wurden angeblich zwei edle Preußen in Rom getauft; beide stammten aus zwei sehr verschiedenen Gegenden und machten dort, jeder mit seinen Konsortes Schenkungen für den Bischof Christian, der eine in Lansania zwischen Weichsel und Nogat, der andere in der Löbau; für beide Schenkungen existierten zwei ganz gleichlautende Bullen, die Namen ausgenommen. Alle diese Umstände erscheinen etwas sonderbar, um so sonderbarer, als die Löbau weder zum Bistum Preußen gehörte, noch an dasselbe grenzte. Die Löbau war damals schon seit langer Zeit polnisches Gebiet und gehörte als solches zum Bistum Plock, wo Christian nichts zu suchen hatte. Wenn er daselbst eine Schenkung erhalten hätte, hätte dieselbe vorerst die Erlaubnis des Herzogs erlangen müssen, um erst dann nach Rom wandern zu können. Dies alles weist darauf hin, daß diese Schenkung auf Grund der Bulle für Warpoda von Christian gefälscht wurde, als er um 1240 mit dem Orden gemeinschaftliche Sache machte, um den Polen die Löbau zu entreißen, wofür er dann ein Drittel dieses Landes erhielt.

Wir sind demnach zu folgenden Resultaten gelangt:

1. Verdächtig ist aus inneren Gründen die Urkunde Friedrichs II. vom Jahre 1226;
2. interpoliert und im Text geändert erscheinen die Schenkung von Cekowo aus dem Jahre 1216, das von Konrad in Biecz für den Orden, und das von demselben und dem Elekten Gunther für die Ritter Christi ausgestellte Privileg;
3. vom Orden gefälschte Urkunden sind die Lowiczzer Schenkung von 1222, die Verleihungen des Bischofs Gunther an die Ritter Christi von 1228, die von Gunther besiegelte Schenkung des Kulmerlandes (1230), die Schenkung von Nessau (1230), die Schenkung von Orlowo (1230) und die Kruschwitzer Urkunde (1230), so wie die Verleihung Bischof Gunthers an den deutschen Orden (1230); ferner der Konsens Herzog Kasimirs aus dem Jahre 1233;
4. eine Fälschung Christians ist die Schenkung der Löbau vom Jahre 1216;

5. eine neue Beleuchtung erhielten zwei angebliche Urkunden Christians und eine päpstliche Bulle.

Die beigefügte Karte stellt das Kulmerland und das preußische Bistum Christians dar.

---

Nakładem Akademii Umiejętności,  
pod redakcją Sekretarza generalnego Stanisława Smolki.

Kraków. 1903. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

1 Maja 1903.



# PUBLICATIONS DE L'ACADÉMIE

1873 — 1902

Librairie de la Société anonyme polonaise

(Spółka wydawnicza polska)

à Cracovie.

## Philologie. — Sciences morales et politiques.

»Pamiętnik Wydz. filolog. i hist. filozof.« (*Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires*), in 4-to, vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — 118 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog.« (*Classe de philologie. Séances et travaux*), in 8-vo, volumes II—XXXIII (vol. I épuisé). — 258 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof.« (*Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux*), in 8-vo, vol. III—XIII, XV—XLII, (vol. I, II, XIV épuisés, 61 pl.) — 276 k.

»Sprawozdania komisji do badania historii sztuki w Polsce.« (*Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne*), in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — 77 k.

»Sprawozdania komisji językowej.« (*Comptes rendus de la Commission de linguistique*), in 8-vo, 5 volumes. — 27 k.

»Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce.« (*Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne*), in 8-vo, 10 vol. — 57 k.

Corpus antiquissimorum poetarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visticciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k. Vol. III, Andreae Cricii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV, Nicolai Hussoviani Carmina, ed. J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysii carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

»Biblioteka pisarzy polskich.« (*Bibliothèque des auteurs polonais du XVI et XVII siècle*), in 8-vo, 41 livr. 51 k. 80 h.

Monumenta mediae aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 162 k.

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed. A. Sokolowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom. Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulorum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI, XV, XVI, XVII) volumes. — 162 k.

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chroniconum Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III, Stephani Medeksa commentarii 1654 — 1668 ed. Sereżyński. 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professorum S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokolowski. 4 k. — Vol. XV, Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XVI, Stanisłai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — 48 k.

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 156 k.

Vol. I, Andr. Zebrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wislocki 1546—1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2.) Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczycki. 20 k. —



Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanislai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Joannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. Vol. X, Lauda conventuum particularium terrae Dobrinensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wislocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« (*Anciens monuments du droit polonais*) in 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clendiales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golez 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

### Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« (*Mémoires*), in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« (*Séances et travaux*), in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisji fizyograficznej.« (*Comptes rendus de la Commission de physiographie*), in 8-vo, 35 volumes (III, VI—XXXIII, 67 planches, vol. I, II, IV, V épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« (*Atlas géologique de la Galicie*), in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« (*Comptes rendus de la Commission d'anthropologie*), in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materiały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 100 gravures). — 32 k.

Świętek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« (*Les populations riveraines de la Raba en Galicie*), in 8-vo, 1894. — 8 k. Górski K., »Historia piechoty polskiej« (*Histoire de l'infanterie polonaise*), in 8-vo, 1893. — 5 k. 20 h. »Historia jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. Balzer O., »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. Finkel L., »Bibliografia historii polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. Dickstein S., »Hoëne Wroński, jego życie i dzieła.« (*Hoëne Wroński, sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. Federowski M., »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II, 1897. 13. k.

»Rocznik Akademii.« (*Annuaire de l'Académie*), in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« (*Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888*), 8-vo, 1889. — 4 k.